

LETTRE DU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE
ADRESSEE AU PRESIDENT DU COMITE D'ETAT-MAJOR
EN DATE DU 26 JUIN 1947 ET LA REPONSE EN DATE DU 30 JUIN 1947

le 26 juin 1947

Monsieur le Président,

A la suite de la discussion relative à l'Article 11 du Rapport du Comité d'Etat-Major au Conseil de sécurité qui a eu lieu au cours de la 146ème séance du Conseil, j'ai l'honneur de vous faire connaître :

1. que le Conseil de sécurité prie le Comité d'Etat-Major de préparer et de soumettre au Conseil, avant la séance qui aura lieu le lundi 30 juin après midi, et sur la base des articles 5 et 6 de son Rapport (S/336), une évaluation de la puissance d'ensemble des forces armées qui devraient être mises à la disposition du Conseil de sécurité, en indiquant la puissance et la composition approximative des éléments de terre, de mer et de l'air;

2. que le Comité d'Etat-Major est en outre prié d'indiquer, autant que possible pour la même date, la fraction de cette puissance d'ensemble qui, à son avis, devrait être fournie sur une base d'égalité par les cinq membres permanents du Conseil de sécurité.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération.

A. Parodi
Président du Conseil de sécurité

Monsieur le Général Joseph T. McNarney, USAAF
Président du Comité d'Etat-Major

30 Juin 1947

Monsieur le Président,

Conformément à votre lettre du 26 juin 1947, j'ai l'honneur de vous transmettre le rapport ci-joint du Comité d'Etat-Major sur l'évaluation provisoire de la puissance d'ensemble et de la composition des Forces armées qui doivent être mises à la disposition du Conseil de Sécurité, ainsi que sur la question suivante : quelle est la fraction de cette puissance d'ensemble qui pourrait être fournie sur la base de l'égalité des contributions par les cinq Membres permanents du Conseil de Sécurité. Le Comité d'Etat-Major n'ayant pas été en mesure d'arriver à une communauté de vues sur ces questions, et étant donné le manque de temps pour en discuter, son rapport renferme les vues des diverses Délégations du Comité d'Etat-Major sur ces questions.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Joseph T. McNARNEY
Président du
Comité d'Etat-Major.

Monsieur le Président du Conseil de Sécurité
Nations Unies
Lake Success, New York.

RAPPORT DU COMITE D'ETAT-MAJOR

AU

PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE

1. Au sujet de la question 1 de la lettre du Président du Conseil de-Sécurité en date du 26 juin 1947, le tableau suivant montre les propositions présentées par les Délégations de la France, du Royaume-Uni et des Etats-Unis en ce qui concerne l'évaluation provisoire de la puissance d'ensemble et de la composition des Forces armées qui doivent être mises à la disposition du Conseil de Sécurité. La Délégation chinoise accepte la proposition de la Délégation du Royaume-Uni.

	FRANCE	ROYAUME-UNI (+)	ETATS-UNIS
FORCES AERIENNES			
Bombardiers	775	600	1250 (ne comprend
stratégiques	(225)		que les bom
moyens	(150)		bardiers
légers	(400)		stratégiques
			et tactiques)
Chasseurs	300	400	2250 (comprend les
Reconnaissance	200	-	chasseurs
Divers	-	200	bombardiers)
TOTAL	1275	1200	3800 (ne comprend
			pas les
			besoins en
			transport
			aériens)
FORCES TERRESTRES			
Divisions	16	8-12	20
blindées	(3)		
aéroportées	(3)		
motorisées ou de			
montagne	(10)		
FORCES NAVALES			
Cuirassés	3	2	3
Porte-avions	6	4	6
Croiseurs	9	6	15
Destroyers	18-24	24	84
Navires d'escorte	30	48	-
Dragueurs de mines	30	24	-
Sous-marins	12	12	90
Unités d'assaut et			
péniches de débar-			
quement pour le			
nombre de divisions			
indiqué	1	deux tiers	6
		(2 groupements	
		de combat	
		tactiques ou	
		brigades)	

NOTE : Toutes les propositions prévoient des unités auxiliaires navales en nombre convenable sans spécifier les chiffres exacts.

(+) La Délégation chinoise appuie l'évaluation provisoire de la Délégation du Royaume-Uni.

2. Les opinions des diverses Délégations au Comité d'Etat-Major sur les trois évaluations qui figurent au paragraphe 1, sont les suivantes :

- a) la Délégation chinoise est en complet accord avec l'évaluation provisoire proposée par la Délégation du Royaume-Uni ;
- b) la Délégation française s'en tient à sa propre évaluation provisoire, mais souligne que cette évaluation est très proche de celle qu'a soumise la Délégation du Royaume-Uni ;
- c) la Délégation de l'U.R.S.S. n'est pas actuellement en mesure de présenter d'évaluation provisoire, pour les raisons qui sont indiquées dans l'exposé ci-dessous de sa position (page 8) ;
- d) la Délégation du Royaume-Uni s'en tient à son évaluation provisoire telle qu'elle apparaît au paragraphe 1 ci-dessus ;
- e) la Délégation des Etats-Unis s'en tient à son évaluation provisoire telle qu'elle apparaît au paragraphe 1 ci-dessus ;
- f) les Délégations de la Chine, de la France, du Royaume-Uni et des Etats-Unis sont d'accord pour déclarer que les chiffres qu'elles appuient sont donnés à titre d'essai et ne constituent pas un engagement de la part de leurs Gouvernements respectifs ; ils sont soumis conformément au désir, exprimé par le Conseil de Sécurité, qu'une évaluation lui soit soumise le lundi 30 juin 1947..

3. Sur la question 2 de votre lettre, les opinions des diverses Délégations sont les suivantes :

- a) la Délégation de la Chine estime qu'en pratique aucune fraction de la puissance d'ensemble ne peut être fournie sur la base de l'égalité des contributions par les cinq Membres permanents du Conseil de Sécurité ;
- b) la Délégation française considère que trois-quarts de la puissance d'ensemble initiale doivent être fournis par les cinq Membres permanents du Conseil de Sécurité, mais elle estime qu'il est difficile d'évaluer quel est

- le pourcentage de cette fraction qui peut être fourni sur la base de l'égalité.
- c) la Délégation de l'U.R.S.S. trouve qu'il est possible et nécessaire de répondre à la deuxième question du Conseil de Sécurité. La Délégation de l'U.R.S.S., se basant sur l'Article 10 et sur l'Article 11 (dans le texte soviétique) des Principes généraux, considère que la majeure partie des Forces armées doit être apportée en contribution par les cinq Membres permanents du Conseil de Sécurité, selon le principe d'égalité.
 - d) la Délégation du Royaume-Uni ne considère pas qu'il soit possible au Comité d'Etat-Major de répondre à la question 2 jusqu'à ce que la question 1 ait été résolue, et jusqu'à ce qu'une décision ait été prise sur la fraction de la puissance d'ensemble qui doit être apportée en contribution par l'ensemble des cinq Membres permanents du Conseil de Sécurité.
 - e) la Délégation des Etats-Unis estime qu'aucune fraction appréciable de la puissance d'ensemble ne peut être apportée en contribution sur une base d'égalité entre les cinq Membres permanents du Conseil de Sécurité.

4. Les positions des diverses Délégations en ce qui concerne la question 1 et la question 2 sont exposées en détail ci-dessous.

Position de la Délégation chinoise.-

Du fait que certains facteurs ne sont pas connus, la Délégation chinoise ne peut baser son évaluation préliminaire de la puissance d'ensemble que sur les facteurs suivants :

I. Les besoins du Conseil de Sécurité peuvent se diviser en deux parties :

- (1) création dans un avenir bref des Forces armées des Nations Unies ;
- (2) tâches militaires possibles consistant en :

- (a) utilisation stratégique indépendante de forces aériennes comme prévu à l'Article 45 de la Charte ;
- (b) mesures mentionnées à l'Article 42 de la Charte ;
- (c) considérations stratégiques sur la répartition géographique des Forces.

II. Possibilités des Nations Membres :

- (1) leur puissance militaire actuelle (telle qu'elle est connue de la Délégation chinoise) ;
- (2) contributions qu'il est possible aux cinq Membres permanents du Conseil de Sécurité d'apporter, selon les évaluations de la Délégation chinoise.

En utilisant les facteurs ci-dessus comme base de calcul, la Délégation chinoise a obtenu pour sa propre évaluation des chiffres qui se rapprochent de ceux qui sont indiqués dans le Memorandum du Royaume-Uni. C'est pourquoi afin de faciliter la rédaction du Rapport au Conseil de Sécurité et de réduire le nombre des vues divergentes, la Délégation chinoise est prête à donner son appui complet à la proposition du Royaume-Uni. Toutefois, la Délégation chinoise désire préciser qu'il ne s'agit là que de chiffres d'une évaluation provisoire de la puissance d'ensemble des Forces armées mises à la disposition du Conseil de Sécurité par les Nations Membres des Nations Unies.

En ce qui concerne la question 2, la Délégation chinoise considère qu'en pratique aucune fraction de la puissance d'ensemble ne peut être fournie sur la base de l'égalité des contributions par les cinq Membres permanents du Conseil de Sécurité.

Position de la Délégation française.-

Pour se livrer à l'estimation exprimée au tableau de la page 3, la Délégation française s'est basée en particulier sur les Articles 42 et 46 de la Charte qui prescrivent de mettre à la disposition du Conseil de Sécurité des forces capables de maintenir ou de rétablir la Paix. L'Article 45 qui concerne les forces aériennes a également été pris en considération.

Par ailleurs, la Délégation française s'est appuyée sur les règles qui l'avaient guidée lors de la discussion sur les Principes généraux ; ces idées apparaissent clairement dans les commentaires qui accompagnent les Principes généraux. Elle s'est en outre basée dans ses estimations :

- 1°) sur les renseignements officiels qu'elle possède sur la puissance militaire des Nations autres que les cinq Membres permanents ;
- 2°) sur la situation actuelle du désarmement ;
- 3°) sur les facteurs de potentiel économique et militaire qui viennent en appui des Forces mises à la disposition du Conseil de Sécurité ;
- 4°) sur les mesures spéciales qu'elle avait proposées au moment de la discussion des Principes généraux, à savoir la localisation et la répartition des Forces mises à la disposition du Conseil de Sécurité en fonction des diverses possibilités et des plans établis par le Comité d'Etat-Major.

Enfin, cette estimation s'est efforcée de prévoir la mise à la disposition du Conseil de Sécurité de forces suffisantes pour arrêter tout conflit, sans pour cela être assez importantes pour constituer une charge trop grande en particulier pour les Membres permanents qui auront, dans le plan français, à en fournir les trois quarts.

Il suffit de comparer ces chiffres avec ceux mis en oeuvre dans les opérations de débarquement de la dernière guerre pour s'apercevoir qu'ils correspondent à des besoins réels.

Après avoir vu les chiffres fournis par la Délégation du Royaume-Uni, la Délégation française souligne que les forces aériennes des deux estimations sont à peu près identiques ; les forces terrestres ont été, à dessein, proposées assez considérables car elles seront sans doute contribuéées en partie par les autres Nations Membres. Pour les forces navales, la Délégation française estime que ces forces doivent être souples et pourvues de moyens aériens importants de façon à pouvoir agir en tout point du Globe. C'est la raison pour laquelle la Délégation française a jugé nécessaire d'avoir les éléments pour pouvoir constituer trois "task forces" dotées d'un certain nombre de porte-avions.

Pour la deuxième question, la Délégation française estime que la réponse comporte trois temps.

- 1) évaluation de la puissance d'ensemble ;
- 2) évaluation du pourcentage de cette puissance à être fourni par les cinq Membres permanents ;
- 3) évaluation du pourcentage qui pourra être fourni par les cinq Membres permanents suivant le principe d'égalité.

Dans l'état actuel des travaux, la Délégation française estimant qu'on était arrivé à une approximation approchée du premier temps et à une approximation encore moins approchée du deuxième temps, il n'était pas possible dans l'état actuel des travaux de donner de réponse pour le troisième. C'est pourquoi la Délégation française répond à la deuxième question :

- (1) 75 % des forces totales seront à fournir par les Membres permanents ;
- (2) il est difficile d'apprécier actuellement quel est le pourcentage de ces 75 % qui pourrait être fourni d'après le principe d'égalité.

La Délégation française précise que ces estimations sont faites à titre officieux et n'engagent en rien son Gouvernement. Elles représentent un ordre de grandeur, le résultat de discussions n'ayant pour but que de donner quelques précisions aux Membres du Conseil de Sécurité.

Position de la Délégation de l'U.R.S.S.-

La Délégation de l'U.R.S.S. estime qu'il est impossible au Comité d'Etat-Major de soumettre même une évaluation provisoire de la puissance d'ensemble des Forces armées qui doivent être mises à la disposition du Conseil de Sécurité, tant que le Conseil de Sécurité n'aura pas pris de décision en ce qui concerne les Principes généraux de l'Organisation des Forces armées.

La Délégation de l'U.R.S.S. estime également qu'avant d'aborder l'évaluation concrète de la Puissance d'ensemble des Forces armées, le Comité d'Etat-Major doit se mettre d'accord, sur les facteurs (conditions) qui déterminent la puissance et la composition des Forces armées qui doivent être mises à la disposition du Conseil de Sécurité.

Même si l'on dispose de principes qui ont fait l'objet d'un accord général, la préparation de recommandations quelconques sur la question de la puissance d'ensemble nécessite du temps étant donné la complexité du problème.

En ce qui concerne la question 2, la Délégation de l'U.R.S.S. sur la base de l'Article 10 et de l'Article 11 (dans le texte soviétique) des Principes généraux, estime que la plus grande part des Forces armées doit être apportée en contribution par les cinq Membres permanents du Conseil de Sécurité selon le Principe d'égalité.

Position de la Délégation du Royaume-Uni.-

En ce qui concerne la question 1 de la lettre du Président du Conseil de Sécurité, la Délégation du Royaume-Uni soumet une évaluation provisoire des Forces des Nations Unies, évaluation qui apparaît dans le tableau au paragraphe 1. La Délégation du Royaume-Uni tient à préciser que son évaluation n'est que strictement provisoire et qu'elle n'a pas reçu l'approbation du Gouvernement de sa Majesté. Les chiffres doivent donc être considérés sous cet angle. En faisant cette évaluation, la Délégation du Royaume-Uni a fait entrer en ligne de compte les Principes généraux appropriés régissant l'organisation des Forces armées des Nations Unies qui figurent dans le rapport du Comité d'Etat-Major.

La Délégation du Royaume-Uni n'estime pas qu'il soit possible de répondre à la question 2 de la lettre du Président du Conseil de Sécurité jusqu'à ce que la question 1 ait été résolue, et jusqu'à ce qu'une décision ait été prise sur la fraction de la puissance d'ensemble qui doit être apportée en contribution par l'ensemble des cinq Membres permanents du Conseil de Sécurité. De l'avis de la Délégation du Royaume-Uni, il n'est pas nécessaire de rechercher quelles sont les contributions individuelles possibles et probables des cinq Membres permanents pour se rendre compte de ce que la Puissance d'ensemble provisoirement évaluée par l'une quelconque des quatre Délégations ne pourra pas être mise à la disposition du Conseil de Sécurité s'il est demandé aux cinq Membres permanents d'apporter des contributions identiques.

Position de la Délégation des Etats-Unis.-

En ce qui concerne la question 1, l'évaluation de la puissance d'ensemble soumise par la Délégation des Etats-Unis

Unis se base sur les éléments suivants :

- a. la puissance d'ensemble des Forces qui doivent être mises à la disposition du Conseil de Sécurité doit permettre à ce dernier de constituer des forces équilibrées et efficaces, capables d'entreprendre une action rapide en tout point du Globe en vue du maintien de la Paix et de la Sécurité internationales, y compris les mesures militaires urgentes prévues à l'Article 45 de la Charte ;
- b. les Forces mises à la disposition du Conseil de Sécurité doivent être suffisantes pour permettre au Conseil de Sécurité d'accomplir les tâches envisagées à l'Article 42 de la Charte.

En présentant son évaluation provisoire, la Délégation des Etats-Unis souligne qu'elle n'estime pas qu'une évaluation de la puissance d'ensemble utile ou susceptible de faire autorité puisse être faite par le Comité d'Etat-Major avant que le Conseil de Sécurité n'ait résolu les divergences dans les Principes généraux. De plus, les chiffres soumis par la Délégation des Etats-Unis sont provisoires ; ils n'engagent en aucune façon le Gouvernement des Etats-Unis et ne portent pas atteinte à la proposition de la Délégation des Etats-Unis faite en opposition au principe d'égalité. Les Membres de la Délégation des Etats-Unis ont soumis ces chiffres en raison du désir exprimé par la majorité de soumettre une évaluation au Conseil de Sécurité conformément à la demande du Président du Conseil de Sécurité.

En ce qui concerne la question 2, la Délégation des Etats-Unis estime qu'aucune fraction appréciable de la puissance d'ensemble ne peut être fournie sur une base d'égalité par les cinq Membres permanents du Conseil de Sécurité.

